



UBISOFT ENTERTAINMENT EXAMEN DES RESOLUTIONS DE L'AGO/E 2016

Le présent document a pour objet de présenter les résolutions soumises par le Conseil d'administration au vote de l'Assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) du 29 septembre 2016.

Les résolutions ordinaires et extraordinaires portent sur les thèmes principaux suivants:

1. Résolutions 1 – 3: Approbation des comptes sociaux et consolidés et affectation du résultat
2. Résolution 4: Approbation du rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements
3. Résolutions 5 – 9: Avis sur les éléments de rémunérations du Président Directeur général et des Directeurs généraux délégués
4. Résolutions 10 – 13: Renouvellement de deux administrateurs et nomination deux nouvelles administratrices
5. Résolution 14: Fixation du montant des jetons de présence
6. Résolutions 15 – 16: Nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant
7. Résolutions 17 – 18: Renouvellement du programme de rachat d'actions
8. Résolutions 19 – 24: Approbation relative aux plans d'actionnariat salarié
9. Résolution 25 : Délégation financière : rémunération d'apports en nature

EXAMEN DES RESOLUTIONS

APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET DES COMPTES CONSOLIDES

AFFECTATION DU RESULTAT

-Résolutions 1 à 3-

Les **première, deuxième** et **troisième résolutions** concernent l'approbation des comptes sociaux et consolidés clos au 31 mars 2016 ainsi que l'affectation du résultat social **déficitaire** de **-105,3M€**, tel que ressortant des comptes sociaux. Les comptes **consolidés** affichent un résultat **bénéficiaire** de **93,4M€**.

CONVENTIONS REGLEMENTEES ET ENGAGEMENTS

-Résolution 4-

Il est proposé sous la **quatrième résolution** d'approuver le rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées et les engagements soumis aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-40 et suivants du Code de commerce, étant précisé qu'**aucune nouvelle convention ni aucun engagement** soumis à ces dispositions n'a été **conclu au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016**.

AVIS SUR LES ELEMENTS DE REMUNERATIONS
DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL ET DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES
-Résolutions 5, 6, 7, 8 et 9 -

Conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF révisé en novembre 2015 (article 24.3) auquel la Société se réfère en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, sont soumis à l'avis des actionnaires, sous les *cinquième, sixième, septième, huitième* et *neuvième résolutions*, les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 mars 2016 au Président Directeur général et aux Directeurs généraux délégués.

Yves Guillemot, Président Directeur général																							
Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2016	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation																					
Rémunération fixe brute	500.004€	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} juin 2008																					
Rémunération variable annuelle	145.000€	<p>Rémunération variable court-terme basée sur des critères quantitatifs et qualitatifs :</p> <p>➤ Critères quantitatifs : 80% maximum de la rémunération fixe proportionnelle au taux de réalisation</p> <table> <tr> <th>Minimum</th><th>Cible</th><th>Maximum</th></tr> <tr> <td>160M€</td><td>200M€</td><td>239M€</td></tr> <tr> <td>0%</td><td>51%</td><td>80%</td></tr> </table> <p>➤ Critères qualitatifs : 20% maximum de la rémunération fixe</p> <p>1. Progression de la dématérialisation (10% maximum de la rémunération fixe) : progression des « downloads » et revenus « in game »</p> <table> <tr> <th>Minimum</th><th>Cible</th><th>Maximum</th></tr> <tr> <td>0%</td><td>10%</td><td>10%</td></tr> </table> <p>2. Taux de satisfaction des employés (10% maximum de la rémunération fixe) à partir de l'enquête de satisfaction biannuelle : capacité à motiver et retenir les employés</p> <table> <tr> <th>Minimum</th><th>Cible</th><th>Maximum</th></tr> <tr> <td>0%</td><td>10%</td><td>10%</td></tr> </table>	Minimum	Cible	Maximum	160M€	200M€	239M€	0%	51%	80%	Minimum	Cible	Maximum	0%	10%	10%	Minimum	Cible	Maximum	0%	10%	10%
Minimum	Cible	Maximum																					
160M€	200M€	239M€																					
0%	51%	80%																					
Minimum	Cible	Maximum																					
0%	10%	10%																					
Minimum	Cible	Maximum																					
0%	10%	10%																					
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu																					
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu																					
Rémunération exceptionnelle annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'a pas été prévu au titre de l'exercice clos le 31 mars 2016																					
Options d'action	N/A (valorisation comptable)	Pas d'attribution d'options d'actions en faveur d'Yves Guillemot au cours de l'exercice																					
Actions de performance	617.965€ (valorisation comptable)	<p>Attribution de 1.333 actions de préférence (21^{ème} résolution de l'Assemblée générale du 23 septembre 2015)</p> <p>1 action de préférence pouvant donner droit à 30 actions ordinaires sous réserve de l'atteinte des conditions boursières à 5 ans (soit 39.990 actions ordinaires maximum)</p> <p>Conditions de performance interne : atteinte d'un EBIT moyen apprécié sur la base cumulée des comptes annuels clos les 31 mars 2017, 2018 et 2019. Le pourcentage d'attribution définitif étant fonction de paliers à atteindre déterminés selon un pourcentage de réalisation des objectifs cumulés.</p> <p>si EBIT ≥ à Cible = 100%</p> <p>si EBIT ≥ à 90% Cible et < à Cible = 70%</p> <p>si EBIT ≥ à 80% Cible et < à 90% Cible = 50%</p> <p>si EBIT < à 80% = 0%</p> <p>Conditions boursières à remplir à 5 ans (fin de la période de conservation) des actions de préférence :</p> <p>⚡ augmentation ≥ à 50% du cours de bourse plancher (moyenne des 20 cours de bourse précédant le Conseil d'administration d'attribution) : 1 action de préférence donnant droit à 30 actions ordinaires</p> <p>⚡ si augmentation mais < à 50% : chaque % de hausse constaté donnant droit à 0.6 action ordinaire</p>																					
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA....)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice																					
Jetons de présence (brut)	40.000€	<p>40K€ au total</p> <p>Fixe : 40% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1^{er} avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1^{er} octobre au 31 mars</p> <p>Variable : 60% versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable, participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable, participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable. 																					
Avantages de toute nature	N/A	Yves Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.																					
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type																					
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence																					
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Yves Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire																					

Claude Guillemot, Directeur général délégué		
Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2016	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe brute	62.496€	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} juin 2008
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu
Options d'action	109.125€ (valorisation comptable)	Attribution de 12.500 options de souscription (23 ^{ème} résolution de l'Assemblée générale du 23 septembre 2015) Prix de souscription : cours d'ouverture sans décote Conditions de performance interne : atteinte d'un EBIT moyen apprécié sur la base cumulée des comptes annuels clos les 31 mars 2017, 2018, 2019 et 2020. Le pourcentage d'attribution définitif étant fonction de paliers à atteindre déterminés selon un pourcentage de réalisation des objectifs cumulés. si EBIT ≥ à Cible = 100% si EBIT ≥ à 90% Cible et < à Cible = 70% si EBIT ≥ à 80% Cible et < à 90% Cible = 50% si EBIT < à 80% = 0%
Actions de performance	N/A	Pas d'attribution d'actions de performance en faveur de M. Claude Guillemot au cours de l'exercice
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA....)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Jetons de présence (brut)	40.000€	40K€ au total Fixe : 40% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1 ^{er} octobre au 31 mars Variable : 60% versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : ▪ participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable, ▪ participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable, ▪ participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable.
Avantages de toute nature	N/A	Claude Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Claude Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

Michel Guillemot, Directeur général délégué		
Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2016	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe brute	24.000€	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} février 2011
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu
Options d'action	109.125€ (valorisation comptable)	Attribution de 12.500 options de souscription (23 ^{ème} résolution de l'Assemblée générale du 23 septembre 2015) Prix de souscription : cours d'ouverture sans décote Conditions de performance interne : atteinte d'un EBIT moyen apprécié sur la base cumulée des comptes annuels clos les 31 mars 2017, 2018, 2019 et 2020. Le pourcentage d'attribution définitif étant fonction de paliers à atteindre déterminés selon un pourcentage de réalisation des objectifs cumulés. si EBIT ≥ à Cible = 100% si EBIT ≥ à 90% Cible et < à Cible = 70% si EBIT ≥ à 80% Cible et < à 90% Cible = 50% si EBIT < à 80% = 0%
Actions de performance	N/A	Pas d'attribution d'actions de performance en faveur de M. Michel Guillemot au cours de l'exercice
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA....)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Jetons de présence (brut)	40.000€	40K€ au total Fixe : 40% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1 ^{er} octobre au 31 mars Variable : 60% versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : <ul style="list-style-type: none"> participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable, participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable, participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable.
Avantages de toute nature	N/A	Michel Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Michel Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

Gérard Guillemot, Directeur général délégué		
Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2016	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe brute	86.902€ ⁽¹⁾	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2011 (avec effet de change)
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu
Options d'action	109.125€ (valorisation comptable)	Attribution de 12.500 options de souscription (23 ^{ème} résolution de l'Assemblée générale du 23 septembre 2015) Prix de souscription : cours d'ouverture sans décote Conditions de performance interne : atteinte d'un EBIT moyen apprécié sur la base cumulée des comptes annuels clos les 31 mars 2017, 2018, 2019 et 2020. Le pourcentage d'attribution définitif étant fonction de paliers à atteindre déterminés selon un pourcentage de réalisation des objectifs cumulés. si EBIT ≥ à Cible = 100% si EBIT ≥ à 90% Cible et < à Cible = 70% si EBIT ≥ à 80% Cible et < à 90% Cible = 50% si EBIT < à 80% = 0%
Actions de performance	N/A	Pas d'attribution d'actions de performance en faveur de M. Gérard Guillemot au cours de l'exercice
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA.....)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Jetons de présence (brut)	40.000€	40K€ au total Fixe : 40% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1 ^{er} octobre au 31 mars Variable : 60% versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : <ul style="list-style-type: none"> participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable, participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable, participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable.
Avantages de toute nature	N/A	Gérard Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Gérard Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

⁽¹⁾ Sujet à taux de change soit l'équivalent de 97.000 US\$

Christian Guillemot, Directeur général délégué		
Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2016	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe (brute)	62.496€	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} juin 2008
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu
Options d'action	N/A (valorisation comptable)	Pas d'attribution d'options d'actions en faveur de Christian Guillemot au cours de l'exercice
Actions de performance	77.420€ (valorisation comptable)	<p>Attribution de 167 actions de préférence (21^{ème} résolution de l'Assemblée générale du 23 septembre 2015)</p> <p>1 action de préférence pouvant donner droit à 30 actions ordinaires sous réserve de l'atteinte des conditions boursières à 5 ans (soit 5.010 actions ordinaires maximum)</p> <p>Conditions de performance interne : atteinte d'un EBIT moyen apprécié sur la base cumulée des comptes annuels clos les 31 mars 2017, 2018 et 2019. Le pourcentage d'attribution définitif étant fonction de paliers à atteindre déterminés selon un pourcentage de réalisation des objectifs cumulés.</p> <p>si EBIT ≥ à Cible = 100% si EBIT ≥ à 90% Cible et < à Cible = 70% si EBIT ≥ à 80% Cible et < à 90% Cible = 50% si EBIT < à 80% = 0%</p> <p>Conditions boursières à remplir à 5 ans (fin de la période de conservation) des actions de préférence :</p> <p>✎ augmentation ≥ à 50% du cours de bourse plancher (moyenne des 20 cours de bourse précédant le Conseil d'administration d'attribution) : 1 action de préférence donnant droit à 30 actions ordinaires</p> <p>✎ si augmentation mais < à 50% : chaque % de hausse constaté donnant droit à 0.6 action ordinaire</p>
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA....)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Jetons de présence (brut)	40.000€	<p>40K€ au total</p> <p>Fixe : 40% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1^{er} avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1^{er} octobre au 31 mars</p> <p>Variable : 60% versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable, participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable, participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable.
Avantages de toute nature	N/A	Christian Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Christian Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

Le taux d'assiduité individuelle aux séances du Conseil d'administration sur l'exercice 2016 est le suivant:

Administrateur	Yves Guillemot	Claude Guillemot	Michel Guillemot	Gérard Guillemot	Christian Guillemot	Didier Crespel	Estelle Métayer	Laurence Hubert- Moy	Pascale Mounier	Taux moyen
Nombre de réunions	12	10	9	11	12	11	12	12	12	
Taux de présence	100 %	83,33 %	75 %	91,67 %	100 %	91,67 %	100 %	100 %	100 %	93,52 %

En ce qui concerne les actions gratuites ou les options attribuées au titre de l'exercice 2015/2016 soumises à l'atteinte de conditions de performance internes, la Cible EBIT sera communiquée ainsi que la performance de l'action Ubisoft Entertainment SA évaluée sur une période de 5 ans à laquelle est conditionnée l'attribution desdites actions, dans le document de référence publié à l'issue des périodes d'acquisition correspondantes.

RENOUVELLEMENT DES MANDATS D'ADMINISTRATEUR D'YVES GUILLEMOT, GERARD ET NOMINATION DE FLORENCE NAVINER ET FREDERIQUE DAME ET *-Résolutions 10, 11, 12 et 13-*

Cette année, le Conseil d'administration soumet au vote de l'Assemblée **le renouvellement des mandats de deux administrateurs et la nomination de deux nouvelles administratrices pour une durée de quatre (4) ans**. Les biographies figurent en **Annexe A**.

Le Conseil d'administration d'Ubisoft serait alors composé de **10 membres, dont 5 administrateurs indépendants (soit un taux d'indépendance de 50%)**. Quatre des membres seraient des femmes, soit **un pourcentage de femmes siégeant au Conseil d'administration de 40%** conformément à la loi Copé-Zimmerman.

Ces **nominations** s'inscrivent dans **la continuité des actions entreprises par le Conseil d'administration** pour se conformer **aux meilleures pratiques de gouvernance**, avec notamment la présence d'administrateurs indépendants au Conseil d'administration depuis 2006.

Il est rappelé que **le Conseil d'administration comporte** aujourd'hui **quatre administrateurs indépendants**, avec Estelle Métayer depuis septembre 2012, Laurence Hubert-Moy depuis juin 2013, et Pascale Mounier et Didier Crespel depuis novembre 2013. En mars 2016, **Didier Crespel** a d'autre part été nommé **administrateur référent**, avec pour mission principale d'être l'interlocuteur privilégié auprès des actionnaires pour tout sujet relevant de la responsabilité du Conseil d'administration.

Les principes fondamentaux guidant la composition du Conseil d'administration sont les suivants :

- la recherche d'un équilibre entre d'une part, **des administrateurs expérimentés qui ont une connaissance approfondie de la Société ainsi que du secteur des jeux vidéo** et d'autre part, **de nouveaux administrateurs** apportant leur expérience professionnelle soit dans des fonctions soit dans des domaines d'activité utiles à la Société et à son développement futur,
- **la diversité des profils et des compétences.**

FIXATION DU MONTANT DES JETONS DE PRESENCE *-Résolution 14-*

Au regard des nominations d'administratrices supplémentaires, il est proposé sous la **quatorzième résolution** de porter le montant global des jetons de présence à répartir entre les membres du Conseil d'administration de **450K€ à 600K€**.

**NOMINATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE
ET D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT
-Résolutions 15 et 16-**

Les mandats des **Commissaires aux comptes titulaire de MB AUDIT** et **suppléant de M. Sébastien LEGEAT** arrivant à expiration à l'issue de l'Assemblée 2016, il vous est proposé :

- sous la **quinzième résolution** de procéder à la nomination en qualité de Commissaire aux comptes titulaire de **Mazars**, et
- sous la **seizième résolution** à la nomination de **CBA** en qualité de nouveau de Commissaire aux comptes suppléant,

pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes clos **le 31 mars 2022**.

**RECONDUCTION DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS
-Résolutions 17 et 18-**

Les **dix-septième** et **dix-huitième résolutions** portent sur le **renouvellement des autorisations** à conférer au Conseil d'administration **afin d'opérer en Bourse sur les actions de la Société** dans les conditions prévues par la loi.

La **dix-septième résolution** renouvelle celle de même nature votée lors de l'Assemblée générale du 23 septembre 2015 autorisant votre Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, à mettre en place **un programme de rachat d'actions propres de la Société** dans les conditions et selon les objectifs prévus par la législation en vigueur. Un descriptif figure **en Annexe B. Le prix maximum d'achat proposé étant de 60€**.

Cette autorisation ne peut pas être utilisée en période d'offre publique sur la Société.

La **dix-huitième résolution** s'avère nécessaire afin de **permettre l'annulation d'actions** prévue dans la **dix-septième résolution**.

**ACTIONNARIAT SALARIE
- Résolutions 19, 20, 21, 22, 23 et 24 -**

Les **dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième résolutions** sont proposées au vote de l'Assemblée générale dans le cadre de l'actionnariat salarié. Elles visent à **permettre à Ubisoft de continuer à offrir à ses collaborateurs des packages compétitifs par rapport à ceux proposés par les autres sociétés du secteur**, notamment américaines.

Le Conseil d'administration reste convaincu que **proposer aux salariés du Groupe une partie de leur rémunération globale en actions** de la Société **contribue à la convergence des intérêts des actionnaires et de celles de ses salariés**. C'est également pour le groupe **le moyen d'encourager un engagement de ses équipes sur le long terme et de fidéliser les talents les plus créatifs en maintenant un lien direct entre leur niveau de rémunération et la performance du titre Ubisoft**.

Ceci est d'autant plus **important aujourd'hui** que **le développement de la force de production** du Groupe, nécessaire compte tenu des **opportunités de croissance**, intervient dans un contexte de **très forte pression concurrentielle** sur les équipes les plus expérimentées de l'industrie.

Ces **avantages long terme** font donc partie intégrante **d'une stratégie qui vise à favoriser :**

- 1. le recrutement des meilleurs profils,**
- 2. la rétention des talents les plus créatifs et des compétences clés, et**
- 3. la motivation des salariés dont le niveau de rémunération est associé aux succès du Groupe.**

Cependant, le Conseil d'administration a également à cœur **le fait de maintenir dans des proportions raisonnables et conformes aux standards du marché l'impact dilutif** de ces avantages proposés aux salariés, **ceci dans l'intérêt de ses actionnaires**.

L'impact dilutif des plans d'attributions d'actions gratuites et d'options de souscriptions d'actions en vigueur **au 31 mars 2016** se présente comme suit :

Attribution gratuite d'actions		Nombre d'actions potentiel	Dilution potentielle
Conditions de présence et/ou performance		4.648.426	3,97%

Options de souscription d'actions		Nombre d'actions potentiel	Dilution potentielle
Ouvertes	Plans 24, 25, 26, 28 et 29	1.251.318	1,11%
Ouvertes et non ouvertes	Plans 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31	2.634.721	2,29%

Le **montant maximum nominal des augmentations** de capital résultant des émissions d'actions ordinaires réalisées en vertu de ces résolutions **s'imputera sur le plafond de 4.000.000€** fixé dans la **vingt-quatrième résolution** de l'**Assemblée générale mixte** du **23 septembre 2015**.

AUGMENTATIONS DE CAPITAL SOCIAL **- Résolutions 19, 20 et 21 -**

Il est proposé de soumettre au vote de l'Assemblée **trois résolutions** visant à reproduire et étendre le **schéma FCPE** (fonds commun de placement d'entreprise) **à effet levier** mis en place en 2016 dans le cadre d'un **plan épargne groupe France** ("**PEG**" - *plan épargne Groupe*), d'un plan **international** (Allemagne, Bulgarie, Canada, Emirats Arabes Unis, Inde, Italie, Roumanie, Royaume-Uni et Singapour) ("**PEGI**") et d'un plan dédié aux **Etats-Unis** ("**PEGI US**") suivant décisions du Conseil d'administration en date des 19 avril 2016 et 23 juin 2016 et/ou à proposer **un schéma alternatif** dans les **pays où la mise en place d'un FCPE et/ou l'effet levier ne peut être mis en place ou génère des contraintes juridiques ou fiscales importantes**.

L'ensemble de ces **trois résolutions** porteraient sur un plafond global de **1%** du capital social au jour de la décision de mise en œuvre par le Conseil d'administration.

Augmentation du capital dans le cadre d'un plan épargne entreprise et/ou Groupe **- Résolution 19 -**

La **dix-neuvième résolution** a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration à **réaliser des augmentations** de capital au **profit des salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise et/ou Groupe**. Cette résolution pouvant être utilisée aux fins de mettre en œuvre des **formules à effet de levier** dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié de la Société

Au 31 mars 2016, l'actionnariat salarié, **via le plan d'épargne Groupe (France)**, représentait **0,734%** du capital d'Ubisoft Entertainment S.A. Ce plan est un investissement motivant pour les équipes dans la mesure où il développe leur esprit entrepreneurial.

Les **PEG, PEGI et PEGI US mis en place en 2016** par voie de **cession d'actions** visent à permettre notamment une **meilleure couverture des programmes d'actionnariat salarié** et **ainsi renforcer la convergence des intérêts des équipes avec ceux du Groupe**.

En complément du plan d'épargne Groupe couvrant déjà les salariés Français, **cette nouvelle structure** permet **d'étendre notre offre à tous les pays** pour lesquels la mise en œuvre de **formules d'actionnariat salarié structurées** par l'intermédiaire de **fonds commun de placement d'entreprise** ne **représente pas de difficulté juridique ou fiscale particulière**. Le PEG, PEGI et PEGI US concernent à ce jour les salariés des filiales en France, en Allemagne, en Bulgarie, au Canada, aux Emirats Arabes Unis, en Inde, en Italie, en Roumanie, au Royaume-Uni, à Singapour et aux Etats-Unis soit environ 95% des effectifs.

Par conséquent, nous vous invitons sous la **dix-neuvième résolution** à renouveler - **en lui donnant ainsi une dimension internationale** - la dix-huitième résolution de l'Assemblée du 23 septembre 2015 aux fins de déléguer sa compétence au Conseil d'administration pour procéder à **des augmentations de capital social réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise ou Groupe** à concurrence d'un montant maximal de **1%** du capital social existant le jour de la tenue du Conseil d'administration décidant de l'émission - ce plafond étant commun avec les vingtième et vingt-et-unième résolutions ci-après présentées.

En outre, la **décote maximale** appliquée par la Société **ne pouvant excéder 15%** lors de l'émission des actions objet de ladite résolution. Cette délégation serait accordée, conformément à la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de la présente Assemblée et mettrait fin à la délégation de même nature votée par l'Assemblée du 23 septembre 2015.

Au cours de l'exercice écoulé, il a été **créé 134.116 actions** le 21 juillet 2015 moyennant **un prix de souscription de 12,18€** en vertu de l'utilisation faite le 16 décembre 2015 de la douzième résolution de l'Assemblée générale du 1^{er} juillet 2014.

Augmentation du capital hors plan épargne entreprise et/ou Groupe **- Résolutions 20 et 21 -**

La **vingtième résolution** vise à déléguer au Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, sa compétence aux fins de réaliser en une ou plusieurs fois, des augmentations de capital réservées aux salariés et/ou mandataires sociaux des filiales de la Société dont le siège social est situé hors de France (les « Bénéficiaires »), **avec une décote de 15%**.

Cette résolution vise à permettre la mise en œuvre d'augmentations de capital social réservées aux Bénéficiaires **en dehors d'un plan épargne Groupe** mais **avec une durée d'indisponibilité équivalente** et **en intégrant la possibilité de souscrire également via un FCPE**. Cette résolution pourrait en outre être utilisée aux fins de mettre en œuvre des **formules à effet de levier** dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié de la Société.

Concernant les **pays dans lesquels des difficultés et/ou incertitudes juridiques ou fiscales** rendraient **difficile ou incertaine la mise en œuvre de formules réalisées par le biais d'un FCPE** et/ou **la mise en place d'un effet levier** et pour lesquels il s'avérerait donc souhaitable de mettre en œuvre **des formules alternatives** à celles offertes aux adhérents d'un plan d'épargne, la **vingtième-et-unième résolution** permettrait de **procéder à des augmentations de capital social**, avec suppression du droit préférentiel de souscription, **au bénéfice d'établissements financiers** notamment, **ayant pour objet exclusif** d'offrir une solution alternative à tout ou partie des bénéficiaires hors de France **de souscrire à des actions de la Société**.

Les actions acquises seraient assorties d'une **période d'indisponibilité de cinq ans** sauf survenance d'un des cas de déblocage anticipé (fixés selon le pays afin de satisfaire aux exigences légales et/ou fiscales, sans pouvoir toutefois être plus favorables que ceux énoncés à l'article R. 3324-22 du Code du travail).

Attribution gratuite d'actions ordinaires **-Résolutions 22 et 23 -**

Il est proposé de soumettre au vote de la prochaine Assemblée deux résolutions visant à permettre au Conseil d'administration **l'attribution gratuite d'actions ordinaires** de la Société :

- l'une en faveur des **salariés et des membres du Comité Exécutif et/ou certains membres du Top Management (vingt-deuxième résolution)** : le pourcentage maximum d'actions pouvant être attribuées en vertu de cette résolution au jour du Conseil d'administration serait fixé à **1,80%** dont **0,20% pour les attributions avec conditions boursières** présentées ci-après,
- l'autre en faveur des **Dirigeants mandataires sociaux de la Société (vingt-troisième résolution)** : le pourcentage maximum d'actions pouvant être attribuées en vertu de cette résolution au jour du Conseil d'administration serait fixé à **0,05%**.

La condition boursière ainsi atteinte sera publiée dans le document de référence publié après l'évaluation de l'atteinte de ladite condition à la fin de la période d'acquisition.

Ces résolutions visent **à renouveler celles votées par l'Assemblée du 23 septembre 2015**, si ce n'est **qu'il ne sera pas procédé à l'attribution d'actions de préférence** ("AGAP") mais uniquement à l'attribution d'actions ordinaires.

En conséquence afin de maintenir l'atteinte de conditions boursières qui étaient attachées à l'attribution des AGAP, les deux résolutions ci-avant visées prévoient que les **attributions définitives aux membres du Comité Exécutif** et/ou **certaines membres du Top Management** ainsi qu'aux **Dirigeants mandataires sociaux** de la Société seront fonction **d'une échelle de dégressivité par palier basée sur le niveau de performance boursière de la Société** au cours de **la période d'acquisition prévue (3 ans)** (les "Conditions Boursières"). Cette période d'acquisition serait assortie d'une **période de conservation d'un an**. Pour les attributions **non** assorties de Conditions Boursières **en faveur des salariés**, la période d'acquisition serait de **quatre ans** minimum.

En outre, **les attributions définitives :**

- en faveur des **membres du Comité Exécutif** resteraient assorties de **conditions de performance internes** appréciées sur une période de **trois exercices** au moins, **établies au minimum sur la base d'un EBIT moyen Groupe ;**
- en faveur des **Dirigeants mandataires sociaux de la Société** seraient pour :
 - 50% assorties de **conditions de performance internes** évaluées **sur la base d'un EBIT moyen Groupe**, et
 - 50% assorties de **conditions de performance externes** en **fonction de la performance de l'action Ubisoft évaluée par rapport à un panel de sociétés**,
appréciées **sur une période de trois exercices consécutifs au moins**.

Il est précisé que les attributions aux membres du Top Management resteraient pour leur part assorties de conditions de performance à fixer par le Conseil d'administration telles que les conditions de performance individuelles qui viendraient éventuellement s'ajouter aux conditions boursières.

Le critère d'appréciation utilisé dans le cadre de ces plans sera communiqué après les périodes d'acquisition propres à chaque plan.

Un état des plans en vigueur au 31 mars 2016 figure en annexe C.

Options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires

-Résolution 24-

La **vingt-quatrième résolution** renouvelle celle de même nature votée par l'Assemblée générale du 23 septembre 2015 autorisant le Conseil d'administration **à consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires** en faveur des **Dirigeants mandataires sociaux de la Société**: le pourcentage maximum d'actions pouvant être attribuées en vertu de cette résolution au jour du Conseil d'administration serait fixé à **0,02%**.

L'attribution définitive de la totalité des options serait conditionnée à la **réalisation de conditions de performance appréciées sur une période de quatre exercices au moins** mesurées **en fonction de l'atteinte des objectifs suivants** : (i) **50% sur la base d'un EBIT moyen Groupe** et (ii) **50% en fonction de la performance de l'action Ubisoft évaluée par rapport à un panel de sociétés**.

Un état des plans en vigueur au 31 mars 2016 figure en annexe D.

DELEGATION FINANCIERE

- Résolution 25 -

La **vingt-cinquième résolution** vise à renouveler l'autorisation existante permettant **l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions en vue de rémunérer des apports en nature** (utilisable uniquement en dehors des périodes d'offre publique). Le plafond du montant nominal des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, pouvant être réalisées en vertu de cette résolution est fixé à 10% du capital de la Société et s'imputera sur le plafond de 4.000.000€ fixé dans la vingt-quatrième résolution de l'Assemblée générale mixte du 23 septembre 2015. .

Un état des délégations financières en vigueur et de leur utilisation au cours de l'exercice écoulé 2015/2016 figure en Annexe E.

POUVOIRS

- Résolution 26 -

Il vous est proposé d'octroyer, sous la **vingt-sixième (26)**, les pouvoirs nécessaires aux fins de procéder aux formalités inhérentes aux résolutions de nature ordinaires ou extraordinaires soumises à l'approbation de l'Assemblée.

ANNEXE A

-Résolutions 10, 11, 12 et 13-

RENOUVELLEMENTS (PROPOSES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE)

Yves GUILLEMOT

DATE DE NAISSANCE : 21 juillet 1960

NATIONALITE : française

NOMBRE D' ACTIONS DE LA SOCIETE : 988.567

ADMINISTRATEUR DEPUIS LE 28/02/88

FONCTION PRINCIPALE DANS LA SOCIETE : Président-Directeur général

Tout juste diplômé d'école de commerce, Yves Guillemot se lance avec ses quatre frères dans l'aventure de l'industrie naissante du jeu vidéo et fonde Ubisoft en 1986. Yves comprend très tôt que le succès futur d'Ubisoft reposera sur sa capacité à créer en interne du contenu original et le développement de ses propres marques.

Il fonde la stratégie d'Ubisoft sur l'utilisation des percées technologiques pour innover, créer de nouvelles marques et gagner de nouvelles parts de marchés, stratégie qui rencontre un immense succès au fil des années. Misant sur la croissance organique et la productivité interne, il développe une organisation aujourd'hui reconnue pour son approche collaborative sans égale et sa compétitivité, avec deux tiers de la production basés dans des pays à coûts compétitifs.

Yves a constamment fait évoluer Ubisoft en mettant l'engagement des joueurs au cœur du développement de la Société. Ubisoft est un des pionniers et un leader dans les jeux en monde ouvert, devenu l'un des segments les plus populaires de l'industrie. Ubisoft développe également des jeux multi-joueurs à succès qui, combinés à une animation Live de très grande qualité, engagent leurs fans sur le long terme.

Sous la direction d'Yves, Ubisoft a classé trois de ses franchises parmi les quatre meilleurs lancements de nouvelles marques de l'histoire du jeu vidéo – avec Tom Clancy's The Division sur la première marche – un exploit remarquable. Cette capacité unique à développer des franchises blockbusters a permis une création de valeur massive pour les actionnaires d'Ubisoft.

Propriétaire de ses marques, Ubisoft est aujourd'hui idéalement positionné pour élargir l'audience de ses franchises au travers du cinéma, des séries télévisées, des parcs à thème et autres produits dérivés. Sous l'impulsion d'Yves, la Société poursuit une approche innovante en gardant le contrôle créatif de ces projets majeurs – une première dans l'industrie - pour garantir la cohérence avec l'ADN des franchises.

En 30 ans, Yves a transformé Ubisoft en un des leaders mondial du divertissement. Il a accompagné l'évolution de l'industrie et a une profonde compréhension des enjeux et des risques d'un secteur en perpétuelle évolution et marqué par de nombreuses ruptures créatives et technologiques.

Sa grande expérience professionnelle est très appréciée par des groupes internationaux tels Lagardère et Remy Cointreau dont il siège au Conseil d'administration. Il a été nommé Entrepreneur de l'année en 2009 par Ernst & Young et fait également partie du Top 3 des chefs d'entreprises les plus aimés de France (Glassdoor 2015).

Gérard GUILLEMOT

DATE DE NAISSANCE : 14 juillet 1961

NATIONALITE : française

NOMBRE D' ACTIONS DE LA SOCIETE : 535.659

ADMINISTRATEUR DEPUIS LE 28/02/88

FONCTION PRINCIPALE DANS LA SOCIETE : Directeur général délégué et administrateur

Gérard Guillemot est Président-Directeur général de Longtail Studios, une société qu'il a créée en 2003 et qui développe des jeux sur console pour une audience familiale. En 2000, il fonde Gameloft dont la mission était alors orientée vers le marché émergent des jeux en ligne sur PC. Lors de la création d'Ubisoft, Gérard a pris la direction du contenu éditorial et du management des équipes de développement. Il a activement encouragé Ubisoft à développer ses propres franchises, un pilier de la stratégie de la Société et un élément différenciant qui procure aux actionnaires de la sécurité et de la visibilité sur le long-terme. Gérard a été également responsable de l'expansion d'Ubisoft en Amérique du Nord, un des marchés les plus importants du jeu vidéo.

Gérard a cofondé Ubisoft en 1986. Il est Directeur Général d'Ubisoft Motion Pictures et membre du Conseil d'administration au titre de Vice-Président exécutif de l'Edition et du Marketing. Il apporte au Conseil d'administration d'Ubisoft trente années d'expérience dans l'industrie du jeu vidéo. Son ancrage aux États-Unis offre au Conseil d'administration un éclairage sur les nouvelles opportunités telles que les communautés en ligne et les médias sociaux.

Gérard est diplômé de l'école de commerce EDHEC. Il est citoyen français et vit à New York depuis plus de 15 ans.

NOMINATIONS (PROPOSEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE)

Frédérique DAME

DATE DE NAISSANCE : 27 décembre 1975

NATIONALITE : franco-américaine

NOMBRE D' ACTIONS DE LA SOCIETE : 0

FONCTION PRINCIPALE EN DEHORS DE LA SOCIETE : Business angel

Frédérique Dame bénéficie de plus de quinze années d'expérience au sein d'entreprises comptant parmi les plus innovantes au monde, notamment Uber qu'elle a rejoint à ses tout débuts. Frédérique Dame est aujourd'hui business angel et investit dans des start-ups et technologies digitales dans la Silicon Valley.

Au cours de son parcours dans plusieurs sociétés internet américaines, Frédérique Dame s'est spécialisée dans le développement et le lancement de produits et services à destination du grand public. De 2012 à 2016, elle a ainsi contribué à faire grandir Uber de 80 employés à plus de 7,000 dans le monde, et de 14 villes dans 4 pays à plus de 400 villes dans 68 pays. Elle y a dirigé deux programmes stratégiques : le «Driver Experience» qui permet aux chauffeurs privés de faire partie du réseau Uber à l'échelle mondiale, ainsi que le «Employee Experience» destiné à automatiser les systèmes internes en vue d'améliorer la productivité et la collaboration des équipes internationales. Auparavant, Frédérique Dame a contribué au développement de Yahoo!, en tant que responsable de la stratégie sociale de leurs produits de 2004 à 2008. Elle rejoindra Photobucket en 2009 puis Smugmug, deux produits de partage de photos en ligne pour lesquels elle a implémenté des solutions de monétisation et d'acquisition d'audience.

Frédérique Dame est titulaire d'un Master en Technologies Spatiales et Communications par Satellites de University College London et d'un Master en Ingénierie des Télécommunications de Télécom SudParis. Elle est basée à San Francisco et a la double nationalité franco-américaine.

Florence NAVINER

DATE DE NAISSANCE : 10 mars 1963

NATIONALITE : française

NOMBRE D' ACTIONS DE LA SOCIETE : 1

FONCTION PRINCIPALE EN DEHORS DE LA SOCIETE : Directrice Financière et Senior Vice-Présidente de Wrigley

Florence Naviner est actuellement Directrice Financière et Senior Vice-Présidente de Wrigley, une multinationale américaine et filiale du groupe Mars, Incorporated. Florence Naviner a rejoint Mars en 1992 et bénéficie de plus de 30 années d'expérience dans des postes de direction financières et stratégiques dans l'industrie des produits grand public.

Basée à Chicago, elle dirige l'équipe finance globale de Wrigley et co-pilote le déploiement de la stratégie globale et des opérations. Elle est également en charge de la fiscalité, de la consolidation et de la trésorerie du groupe. De 2011 à 2012, alors Vice-Présidente de Mars Financial Services, elle a élaboré et mis en place une stratégie mondiale pour le déploiement d'un centre de services financiers partagés pour Mars, Incorporated. Florence Naviner a également acquis une solide expérience internationale en occupant les postes de Directrice Financière de Mars Petcare pour l'Europe, de Vice-Présidente Finance de Mars en Chine entre 2006 et 2008, et de Vice-Présidente Finance de Mars Petcare aux Etats-Unis entre 2008 à 2011. Elle a notamment mené le redressement d'activités, piloté des programmes de compétitivité ou encore supervisé la réalisation de synergies liées à des acquisitions.

Florence Naviner a débuté sa carrière chez Arthur Andersen à Paris en 1985. Florence Naviner est diplômée de HEC Paris et est titulaire d'un DESCF en comptabilité.

ANNEXE B

-Résolutions 17 et 18-

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

AUTORISATION EN VIGUEUR AU 12 MAI 2016

CADRE JURIDIQUE

L'Assemblée générale mixte du 23 septembre 2015 a renouvelé au profit du Conseil d'administration l'autorisation précédemment consentie par l'Assemblée générale mixte du 1er juillet 2014 afin de permettre à la Société de racheter ses propres actions, conformément à l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce (ci-après le « Programme de Rachat »). Le Conseil d'administration a fait usage de cette autorisation lors de sa réunion du 23 septembre 2015 et a, en outre, réitéré cette autorisation, autant que de besoin, le 20 février 2016 dans le cadre d'un projet d'actionnariat salarié portant sur un plan épargne groupe international par le biais d'un fonds commun de placement à effet levier investi en actions existantes, dont la mise en œuvre a été décidée par le Conseil d'administration du 19 avril 2016 (le « Plan 2016 »).

SITUATION AU 31/03/16

Pourcentage de capital auto-détenu de manière directe et indirecte	3,25%
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	N/A
Nombre de titres détenus en portefeuille ⁽¹⁾	3 647 838
Valeur comptable du portefeuille	80.991.884,77€
Valeur de marché du portefeuille ⁽²⁾	100.680.328,80€

(1) Détail par objectif ci-après

(2) Cours de clôture au 31 mars 2016 : 27,60€

AFFECTATION PAR OBJECTIF DES ACTIONS AINSI AUTO-DETENUES

	Contrat de liquidité	Couverture de plans d'actionnariat salarié	Annulation	Croissance externe
Nombre d'actions auto-détenues	45.800	113.824	1.248.214	2.240.000

En vertu des dispositions légales et réglementaires, les actions acquises dans le cadre d'une pratique de marché admise (contrat de liquidité/croissance externe) pourront être réaffectées à l'un des deux objectifs du règlement européens n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 (annulation / couverture) notamment dans le cadre du Plan 2016 ; étant précisé que les actions acquises et affectées à l'objectif de couverture ne pourront être réaffectées qu'à l'objectif d'annulation ou, être cédées (ces titres ne pouvant pas être affectés à une pratique de marché admise). Les titres affectés à une pratique de marché admise ne pourront en outre pas être affectés à une autre pratique de marché admise.

DETAILS DES OPERATIONS D'ACHAT ET DE VENTE D'ACTIONS PROPRES SUR L'EXERCICE

(article L 225-211 du Code de commerce)

Nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31/03/15	402.492
Nombre d'actions acquises au cours de l'exercice	4.530.127
Cours moyen des acquisitions	22,35€
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	1.284.781
Cours moyen des ventes	18,66€
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	N/A
Montrant des frais de négociation	N/A
Nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31/03/16	3.647.838
Valeur des actions inscrites au nom de la Société au 31/03/16 ⁽²⁾	80.991.884,77€
Valeur nominale des actions inscrites au nom de la Société au 31/03/16	282.707,45€
Nombre d'actions utilisées au cours de l'exercice	4.530.127
Réallocation ayant eu lieu au cours de l'exercice	N/A
Fraction du capital représentée pour les actions détenues au 31/03/16	3,25%

(2) Evaluées au cours d'achat

CONTRATS DE LIQUIDITE

Depuis le 2 janvier 2006, la Société a confié à Exane BNP PARIBAS la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers (ci-après le « Contrat »), d'une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Par avenant en date du 5 avril 2011 au Contrat, le montant total des moyens mis à disposition au titre du Contrat a été porté à 1.700.000 euros. Par avenant en date du 10 octobre 2014 au Contrat, le montant total des moyens mis à disposition a été ramené à 1.500.000 euros. La Société a affecté cette somme pour la mise en œuvre dudit Contrat au titre de l'exercice écoulé.

DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 29 SEPTEMBRE 2016

En application des articles 241-2 et 241-3 du règlement général de l'AMF, ainsi que du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, la Société présente ci-après le descriptif du programme de rachat d'actions qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale mixte du 29 septembre 2016.

Titres concernés : actions ordinaires d'Ubisoft Entertainment SA cotées sur Euronext Paris, compartiment A, code ISIN FR0000054470

Part maximale du capital : 10% du nombre total des actions composant le capital social à la date du rachat – soit à titre indicatif et sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 avril 2016 (112 769 518) et compte tenu du nombre d'actions détenues au 12 mai 2016 (3.546.907 actions représentant 3,15% du capital) : 7.730.044 soit 6,85%.

Prix maximum d'achat : 60€ soit sur la base du capital social au 30 avril 2016 un montant maximum de 676.617.060€

Objectifs :

- Assurer la liquidité et animer le marché de l'action Ubisoft Entertainment SA par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre du contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF,
- Honorer des obligations liées aux programmes d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou cessions d'actions au profit des salariés et/ou Dirigeants mandataires sociaux du Groupe ou au profit de certains d'entre eux, notamment dans le cadre de tout plan d'épargne d'entreprise ou de la participation aux résultats de l'entreprise,
- Conserver les actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe dans la limite de 5% du capital existant,
- Remettre les titres lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital social de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière,
- Annuler, totalement ou partiellement, les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire,
- Mettre en œuvre toute pratique de marché reconnue ou qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers.
- Durée de l'autorisation : 18 mois à compter de l'Assemblée générale du 29 septembre 2016.

DECLARATIONS SYNTHETIQUES DES OPERATIONS REALISEES DU 12 MAI 2015 (*) AU 12 MAI 2016

Pourcentage de capital auto-détenu de manière directe et indirecte	3,16%
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	N/A
Nombre de titres détenus en portefeuille ⁽¹⁾	
Contrat de liquidité	58.187
Couverture de plans d'options d'achat	506
Annulation	1.248.214
Croissance externe	2.240.000
Valeur comptable du portefeuille	80.816.205,52€
Valeur de marché du portefeuille ⁽²⁾	98.604.014,60€

(1) 400.000 titres ont été acquis sur le marché (affectés à l'objectif actionnariat salarié) en vertu de la 6^{ème} résolution de l'Assemblée générale du 30 juin 2011 et le solde dans le cadre du contrat de liquidité avec Exane BNP Paribas

(2) Cours de clôture au 12 mai 2016: 27,8€

(*) Conformément aux dispositions de l'instruction 2005-06 de l'AMF, la période concernée débute le jour suivant la date à laquelle le bilan du précédent programme a été établi

	Flux cumulés (*)		Positions ouvertes au 12/05/2016			
	Achats	Ventes Transferts	Positions ouvertes à l'achat		Positions ouvertures à la vente	
			Options d'achat achetées	Achats à terme	Options d'achat vendues	Ventes à terme
Nombre de titres	4.555.333	1.399.477				
Echéance maximale moyenne ⁽¹⁾	-	-				
Cours moyen de la transaction	22,65€	18,75€			NEANT	
Prix d'exercice moyen	-	-				
Montants	103.164.428€	26.244.373€				

(1) Durée de validité de l'autorisation de l'Assemblée générale du 23 septembre 2015 : 22 mars 2017 ou expiration par anticipation en cas d'approbation par l'assemblée d'une résolution de même nature avant échéance

(*) Les flux bruts cumulés comprennent les opérations d'achat et de vente au comptant ainsi que les opérations optionnelles et à terme exercées ou échues

ANNEXE C

RECAPITULATIF DES PLANS D' ACTIONS GRATUITES EN COURS DE VALIDITE AU 31 MARS 2016

Date de l'AG	24/09/12	24/09/12	24/09/12	24/09/12	27/06/13	27/06/13	27/06/13	27/06/13	27/06/13
Date du CA	19/10/12	08/02/13	14/05/13	17/06/13	09/10/13	29/10/13	11/02/14	17/03/14	01/07/14
Conditions de performance	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1) (2)	(1)	(1)	(1)
Nombre d'attributaires	1.231	74	68	48	3	1.298	1	60	1.135
Dirigeants sociaux									
Yves Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Claude Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Michel Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Gérard Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Christian Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nature des actions	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires
Période d'acquisition	4+0								
+ période de conservation	ou 2+2 (7)	4+0	4+0	4+0	4+0	4+0	4+0	4+0	4+0
Date d'acquisition des actions	20/10/14 19/10/16	08/02/17	15/05/17	19/06/17	09/10/17	30/10/17	12/02/18	19/03/18	02/07/18
Date de fin de période de conservation	19/10/16	08/02/17	15/05/17	19/06/17	09/10/17	30/10/17	12/02/18	19/03/18	02/07/18
Date de fin de période de conversion	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nombre total d'actions attribuées à l'origine	742.870	316.500	160.900	223.163	40.000	694.900	10.000	268.200	572.898
Nombre cumulé d'actions annulées	88.560 (9)	25.500	17.200	12.360	0	84.122	0	7.000	52.830
Solde 31/03/16	363.040	291.000	143.700	210.803	40.000	610.778	10.000	261.200	520.068

(1) 100% soumis à des objectifs individuels de performance liés à la contribution du bénéficiaire (plan du 23/09/2015 : non applicable à 1 bénéficiaire soumis à conditions de performance internes (cf. (4)) (plan du 19/10/2015 : non applicable à 2 bénéficiaires soumis à conditions de performance interne (cf. (4))

(2) Plan du 29/10/13 : 25% de l'attribution (41 bénéficiaires) soumis à des conditions de performance collectives – La non-atteinte de ces conditions a été constatée par le Comité des rémunérations du 26 juin 2014 et a résulté en l'annulation par le Conseil d'administration du 1^{er} juillet 2014 de 7.032 actions gratuites sur les 28.075 attribuées.

(3) Conditions boursières à remplir à la fin de la période de conservation des actions de préférence :

☞ augmentation ≥ à 50% du cours de bourse plancher (moyenne des 20 cours de bourse précédant le Conseil d'administration d'attribution) : 1 action de préférence donnera droit à 30 actions ordinaires

☞ si augmentation mais < à 50% : chaque % de hausse constaté donnera droit à 0.6 action ordinaire

(4) Conditions de performance interne : 60% conditionnés à l'atteinte d'un EBIT Groupe (résultat opérationnel courant du Groupe avant rémunération payée en actions) moyen sur 3 exercices selon des paliers prédéfinis et 40 % conditionnés à l'atteinte d'un chiffre d'affaires Groupe moyen sur 3 exercices selon des paliers prédéfinis (3 bénéficiaires concernés sur le plan du 16/12/2014 et 1 bénéficiaire concerné sur le plan du 23/09/2015)

Date de l'AG	01/07/14	01/07/14	01/07/14	01/07/14	01/07/14	01/07/14	23/09/15	23/09/15	23/09/15
Date du CA	24/09/14	24/09/14	16/12/14	16/12/14	23/09/15	23/09/15	19/10/15	16/12/15	03/03/16
Conditions de performance	(1)	(1) (3)	(1)	(3)(4)	(1)	(1) (3) (4)	(1) (5)	(3) (6)	(1)
Nombre d'attributaires	7	328	48	3	1.543	24	34	2	64
Dirigeants sociaux									
Yves Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1.333 (8) 39.990 (3)	N/A
Claude Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Michel Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Gérard Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Christian Guillemot	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	167 (8) 5.010 (3)	N/A
Nature des actions	ordinaires	préférence (8)	ordinaires	préférence (8)	ordinaires	préférence (8)	ordinaires	préférence (8)	ordinaires
Période d'acquisition + période de conservation	4+0	3+2	4+0	3+2	4+0	3+2	4+0	3+2	4+0
Date d'acquisition des actions	24/09/18	25/09/17	17/12/18	18/12/17	23/09/19	24/09/18	21/10/19	17/12/18	03/03/20
Date de fin de période de conservation	24/09/18	24/09/19	17/12/18	17/12/19	23/09/19	23/09/20	21/10/19	16/12/20	03/03/20
Date de fin de période de conversion	N/A	24/09/20	N/A	17/12/20	N/A	23/09/21	N/A	16/12/21	N/A
Nombre total attribuées à l'origine	10.710	13.095 (8) 392.850 (3)	242.600	2.409 (8) 72.270 (3)	970.220	4.706 (8) 141.180 (3)	183.833	1.500 (8) 45.000 (3)	179.100
Nombre cumulé d'actions annulées	0	355 (8) 10.650 (3)	10.000	0	19.276	0	0	0	0
Solde 31/03/16	10.710	12.740 (8) 382.200 (3)	232.600	2.409 (8) 72.270 (3)	950.944	4.706 (8) 141.180 (3)	183.833	1.500 (8) 45.000 (3)	179.100

(5) Condition de performance interne : 60% conditionnés à l'atteinte d'un EBIT Groupe (résultat opérationnel courant du Groupe avant rémunération payée en actions) moyen sur 4 exercices selon des paliers prédéfinis et 40 % conditionnés à l'atteinte d'un chiffre d'affaires Groupe moyen sur 4 exercices selon des paliers prédéfinis (2 personnes concernées sur le plan du 19/10/2015) – pas de conditions de performance individuelle ⁽¹⁾

(6) Condition de performance interne : 100% conditionnés à l'atteinte d'un EBIT Groupe (résultat opérationnel courant du Groupe avant rémunération payée en actions) moyen sur 3 exercices selon des paliers prédéfinis

(7) Période de conservation de 2 ans pour les bénéficiaires des filiales françaises

(8) 1 action de préférence pouvant donner droit à 30 actions ordinaires sous réserve de l'atteinte des conditions boursières ⁽³⁾ avec application, le cas échéant, d'une échelle de dégressivité proportionnelle et linéaire

(9) Création le 20 octobre 2014 de 291 270 actions assorties d'une période de conservation de 2 ans⁽⁷⁾.

ANNEXE D

RECAPITULATIF DES PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS EN COURS DE VALIDITE AU 31 MARS 2016

Plan	Plan 24	Plan 25	Plan 26	Plan 27	Plan 28	Plan 29	Plan 30	Plan 31
AG	02/07/10	24/09/12	24/09/12	24/09/12	24/09/12	24/09/12	24/09/12	24/09/12
CA	27/04/11	19/10/12	29/10/13	17/03/14	24/09/14	16/12/14	23/09/15	16/12/15
Nombre de bénéficiaires	1.337	129	62	5	116	3	90	3
Nombre attribuées	3.256.413 ^{(1) (2)}	936.970	798.125 ⁽⁵⁾	100.000	665.740	62.200	328.100	37.500
dont mandataires								
Yves Guillemot	70.784 ^{(1) (2)}	N/A	N/A	60.000 ^{(5) (6)}	N/A	N/A	N/A	N/A
Claude Guillemot	10.112 ^{(1) (2)}	N/A	N/A	10.000 ⁽⁶⁾	N/A	N/A	N/A	12.500 ⁽⁶⁾
Michel Guillemot	10.112 ^{(1) (2)}	N/A	N/A	10.000 ⁽⁶⁾	N/A	N/A	N/A	12.500 ⁽⁶⁾
Gérard Guillemot	10.112 ^{(1) (2)}	N/A	N/A	10.000 ⁽⁶⁾	N/A	N/A	N/A	12.500 ⁽⁶⁾
Christian Guillemot	10.112 ^{(1) (2)}	N/A	N/A	10.000 ⁽⁶⁾	N/A	N/A	N/A	N/A
Ouverture	27/04/12	19/10/13	29/10/14	mai 2018 ⁽⁴⁾	24/09/15	16/12/15	23/09/16	16/12/15
Date d'expiration	26/04/16	18/10/17	28/10/18	16/03/19	23/09/19	15/12/19	22/09/20	15/12/20
Prix de souscription ou d'achat	6,77€ ⁽¹⁾	France 6,37€ Monde 6,65€	France 9,547€ Monde 8,830€	11,92€ (sans décote)	12,92€	14,22€	17,940€	26,85€ (sans décote)
Modalités d'exercice	25% par an à compter du 27/04/12 Mandataires : mai 2015 ^{(3) (4)}	25% par an à compter du 19/10/13	25% par an à compter du 29/10/14	Mandataires : mai 2018 ⁽³⁾	25% par an à compter du 24/09/15	25% par an à compter du 16/12/15	25% par an à compter du 23/09/16	Mandataires : mai 2019 ⁽³⁾
Nombre d'options exercées depuis l'attribution et jusqu'au 31/03/2016	2.435.285	366.114	96.739	0	73.700	1.500	0	0
Nombre d'options annulées ou caduques depuis l'attribution	337 921	20.625	61.000	15.000 ⁽⁵⁾	26.125	0	3.000	0
Nombre d'options restantes au 31/03/16	483.207	550.231	640.386	85.000	565.915	60.700	325.100	37.500

⁽¹⁾ Nombre et prix de souscription ajustés suite à l'émission de bons de souscription d'actions le 10 avril 2012 (articles L. 225-181 et L. 288-99 du Code de commerce)

⁽²⁾ Conseil d'administration du 9 mars 2012 : modification de la nature de 417.000 options de souscription originellement attribuées (421.705 ⁽¹⁾) soit un solde au 9 mars 2012 de 410.750 options converties en options d'achat (415.384 ⁽¹⁾)

⁽³⁾ Pour les mandataires sociaux, les conditions de performance à satisfaire s'étalant sur 4 exercices sur la base cumulée des comptes annuels clos les 31 mars, les mandataires ne peuvent exercer leurs options qu'à compter de la validation par le Comité de rémunérations de l'atteinte des conditions de performance après l'arrêté des comptes clos de la 4^{ème} année soit à compter de mai. Plan 24 : mai 2015 / Plan 27 : mai 2018 / Plan 31 : mai 2019

⁽⁴⁾ Le Comité des rémunérations réuni le 12 mai 2015 a validé l'atteinte des conditions de performance interne qui devaient être réalisées par les Dirigeants mandataires établies sur la base d'un objectif cumulé de chiffre d'affaires et de rentabilité sur 4 exercices (31 mars 2012, 2013, 2014 et 2015).

⁽⁵⁾ 25% de l'attribution étaient soumis à des conditions de performance collectives: plan du 29/10/2013 (41 bénéficiaires) / plan du 17/03/2014 : Yves Guillemot – La non-atteinte de ces conditions a été constatée par le Comité des rémunérations du 26 juin 2014 et a résulté en l'annulation par le Conseil d'administration du 1^{er} juillet 2014 de 51.250 options sur 205.000 options attribuées le 29/10/2013 et 15.000 options sur 60.000 options attribuées le 17 mars 2014

⁽⁶⁾ 100% de l'attribution est conditionnée à la réalisation de conditions de performance établies sur la base d'un objectif d'un EBIT moyen évaluées 4 exercices. Le pourcentage d'attribution définitif étant fonction de paliers à atteindre déterminés selon un pourcentage de réalisation des objectifs cumulés

ANNEXE E

ETAT DES DELEGATIONS AU 31 MARS 2016 CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Nature	Date de l'assemblée - Résolution -	Durée Echéance	Plafond d'utilisation	Date de l'utilisation 2015/2016	Emission du 01/04/15 au 31/03/16
Rachat d'actions	23/09/15 10 ^{ème} résolution	18 mois 22/03/17	10% du capital Prix d'achat maximum : 40€	Cf. Annexe B	
Réduction de capital par annulation d'actions auto-détenues	23/09/15 11 ^{ème} résolution	18 mois 22/03/17	10% du capital	N/A	
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres	23/09/15 12 ^{ème} résolution	26 mois 22/11/17	10M€	19/06/15	128.195 actions créées ⁽¹⁾
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	23/09/15 13 ^{ème} résolution ⁽²⁾	26 mois 22/11/17	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	N/A	N/A
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public	23/09/15 14 ^{ème} résolution ⁽²⁾	26 mois 22/11/17	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	N/A	N/A
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par placement privé	23/09/15 15 ^{ème} résolution ⁽²⁾	26 mois 22/11/17	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	N/A	N/A
Augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature	23/09/15 17 ^{ème} résolution ⁽²⁾	26 mois 22/11/17	10% du capital au jour de l'assemblée	N/A	N/A
Augmentation de capital en faveur des salariés adhérent à un plan d'épargne (PEG)	01/07/14 12 ^{ème} résolution ^{(3) (4)}	26 mois 31/08/16	0,2% du montant du capital au jour de l'utilisation par le CA	16/12/14	134.116 ⁽⁶⁾
	23/09/15 18 ^{ème} résolution ⁽²⁾	26 mois 22/11/17	0,2% du montant du capital au jour de l'utilisation par le CA	N/A	N/A
Octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions	24/09/12 18 ^{ème} résolution ⁽⁵⁾	38 mois 23/11/15	2,6% du capital au jour de l'utilisation par le Conseil	23/09/15	328.100 options attribuées
	23/09/2015 22 ^{ème} résolution ⁽²⁾ ▪ Salariés ▪ Comité exécutif	38 mois 22/11/18	1,30% du capital au jour de l'utilisation par le Conseil	N/A	N/A
	23/09/2015 23 ^{ème} résolution ⁽²⁾ Dirigeants mandataire sociaux	38 mois 22/11/18	0,05% du capital au jour de la décision du Conseil	16/12/15	37.500
Attribution gratuite d'actions	01/07/14 15 ^{ème} et 16 ^{ème} résolutions ⁽³⁾ ▪ Salariés ▪ Comité exécutif	38 mois 31/08/17	1,7% du capital au jour de la décision du Conseil ▪ 1,1% en actions ordinaires ▪ 0,6% en actions de préférence	23/09/15	970 220 actions ordinaires 4 706 actions de préférence / 141.180 actions ordinaires ⁽⁷⁾
	23/09/2015 20 ^{ème} résolution ⁽²⁾ ▪ Salariés ▪ Comité exécutif	38 mois 22/11/18	1,7% du capital au jour de la décision du Conseil ▪ 0,25% maximum en actions de préférence	19/10/15	183.833 actions ordinaires attribuées
	23/09/2015 21 ^{ème} résolution ⁽²⁾ ▪ Dirigeants mandataire sociaux	38 mois 22/11/18	0,05% du capital au jour de la décision du Conseil (actions de préférence uniquement)	16/12/15	1.500 actions de préférence / 45.000 actions ordinaires ⁽⁷⁾
	01/07/14 13 ^{ème} résolution ⁽³⁾	18 mois 31/12/15	0,2% du capital au jour de la décision du Conseil	19/03/15	179.300 actions ⁽⁸⁾
Augmentation de capital réservée aux salariés des filiales de la société (hors de France)	23/09/15 19 ^{ème} résolution ⁽²⁾	18 mois 22/03/17	0,2% du capital au jour de la décision du Conseil	N/A	N/A

⁽¹⁾ Livraison des actions gratuites – Plan : 24/06/2011

⁽²⁾ Imputation sur le plafond global de 4M€ fixé par l'Assemblée du 23 septembre 2015 (24^{ème} résolution)

⁽³⁾ Imputation sur le plafond global de 4M€ fixé par l'Assemblée du 27 juin 2013 (23^{ème} résolution)

⁽⁴⁾ Il a été mis fin à cette délégation (pour la fraction non utilisée) par l'Assemblée du 23 septembre 2015 ayant approuvé une résolution de même nature.

⁽⁵⁾ Imputation sur le plafond global de 4M€ fixé par l'Assemblée du 24 septembre 2012 (21^{ème} résolution)

⁽⁶⁾ Emission des actions le 21 juillet 2015

⁽⁷⁾ Ratio de conversion 1 action de préférence donne droit à une action ordinaire sous réserve de conditions boursières

⁽⁸⁾ Emission des actions créées le 2 avril 2015